



Nelle série N°128

FSU 93 infos

novembre 2012

Bulletin de la Fédération Syndicale Unitaire
de Seine Saint Denis

CP 1011 S 07010 ISSN 1247-1003 Directeur de la publication Guy Trésallet - Prix du n° 2€



Contre l'austérité, pour l'emploi

et la solidarité en Europe

Mercredi 14 novembre

**Manifestation à Paris de Montparnasse
(place du 18 juin) à l'école militaire à 14h.**

BULLETIN SPECIAL CONGRES
Votes du 8 novembre au 29 novembre
Attention : Matériel de vote dans ce bulletin

VOTES , CONGRES : MODE D EMPLOI

**Consultation nationale, vote départemental: 1 seule période de vote
du 8 au 29 novembre**

Comment voter ?

**Les syndicats nationaux ont informé les
syndiqué-e-s des procédures de vote.
Un petit rappel, non exhaustif, malgré tout**

:

SNES : Vote dans l'établissement

Le vote est organisé sous la responsabilité
des S1 (collecte et dépouillement des 2 votes,
national et départemental)

SNUIPP, SNEP, SDU-CLIAS, SNUACTE : 2 votes par correspondance.

Votes à l'aide de l'enveloppe T encartée dans
ce bulletin. Vote national et vote départemen-
tal

SNASUB, SNUEP, SNUPDEN, SNICS, SNESUP SNUAS FP, :

- Vote départemental à l'aide de l'envelop-
pe T encartée dans ce bulletin,
- Vote national au siège national.

Attention,

vous avez deux votes à émettre :

- Vote sur le rapport d'activité national et sur
l'orientation pour les syndicats concernés. (*Enveloppe
et bulletin de couleur marron en page 24*)
- Vote sur le rapport d'activité départemental et sur
l'orientation (*bulletin et enveloppe verts page 24*)

Ce bulletin contient le rapport d'activité départemental
ainsi que les positions des courants de pensée qui ont
choisi de s'exprimer et les textes d'orientation de
chaque tendance, accompagnés d'une liste de candi-
dat-e-s.

Pour le vote national, un premier cahier spécial de
"Pour" qui contient le rapport d'activité ainsi que les
textes d'orientation et les listes de candidats est paru.
Vous pouvez aussi les consulter ainsi que les textes
qui seront débattus sur cette adresse :
<http://www.fsu.fr/-Congres-Poiters-2013-.html>

Pour le vote national, le principe des "fenêtres" a été
retenu. Cela signifie simplement que sur 2 questions
en débat, les syndiqué-e-s sont appelé-e-s à choisir
la formulation qui leur convient le mieux.

Au moment de boucler ce bulletin, nous n'avons pas été en mesure de contacter tous les Syndicats Nationaux, certains n'ont pas pu nous répondre. Des informations complémentaires vous seront fournies rapidement pour que chacun-e puisse s'exprimer. Si vous n'avez pas encore été sollicité pour ces votes, prenez directement contact avec votre syndicat.

Sauf erreur de notre part, vous devez être trouver, joint à ce bulletin, le matériel nécessaire pour voter. En cas de problème, n'hésitez pas à nous contacter par mail ou à joindre votre Syndicat National

Le congrès départemental

Il se tiendra les jeudi 31 janvier et vendredi 1er février à la Bourse du travail de Bobigny

Il devra élaborer des mandats que les représentant-e-s du 93 au congrès national seront en charge de défendre.
Pour cela, des commissions préparatoires se tiendront les 10, 17 et 25 janvier sur les thèmes retenus nationalement

- 1) Education, formation, culture et recherche
- 2) Services Publics, un enjeu d'actualité, Les agents de la Fonction publique, des établissements publics, les salariés des Services Publics
- 3) En France, en Europe et dans le monde, pour des alternatives économiques, sociales et écologiques pour les droits et les libertés
- 4) Etat du syndicalisme et avenir de la FSU, Pour une FSU plus efficace, Le syndicalisme international de la FSU, des avancées à poursuivre

Ces commissions sont ouvertes à tous-tes les syndiqué-es, venez-y nombreux-ses.

Comme tous les trois ans, la FSU va tenir congrès. Le congrès national de février est préparé par des congrès départementaux; celui de Seine Saint Denis se tiendra les 31 janvier et 1er février. Un congrès, pour une organisation comme la nôtre se doit d'être un temps fort dans la vie démocratique.

Neus devons tous et toutes avoir conscience de l'importance du mouvement syndical dans cette période d'alternance politique mais aussi de crise du monde de la finance. Nous avons besoin de forces syndicales représentatives et fortes affirmant leurs mandats et portant leurs revendications, mais aussi forces de propositions pour une société plus juste et solidaire.

Il est quand même paradoxal, qu'après le rejet de la droite et de ses politiques néo libérales, ce soit les patrons qui se soient placés au centre du jeu politique. Et pas que le MEDEF. Les «Pigeons» puis les 98 plus gros patrons du privé sont à la Une des médias pour dénoncer les «charges» et le «coût» du travail.

Ce qui est inquiétant, c'est que le gouvernement semble plus prompt à leur répondre qu'à intégrer les revendications du monde du travail. Après avoir refusé tout débat et signé le pacte d'austérité négocié par Sarkozy, le moins que l'on puisse dire c'est que le message qu'il envoie, c'est que le changement ce n'est pas encore complètement d'actualité.

Les salariè-es ne peuvent pas rester spectateurs et regarder sans rien dire l'addition sans fin du nombre de plans sociaux, de restructurations, de délocalisations et de licenciements.

Aujourd'hui, l'action du gouvernement n'est pas à la hauteur des attentes, des urgences sociales et des espoirs soulevés lors des périodes électorales. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'un «ton nouveau» ni d'une reconnaissance de façade.

Notre responsabilité est engagée.

Nous devons convaincre que d'autres choix économiques que celui de l'austérité sont possibles.

Nous devons militer pour un autre partage des richesses, pour des services publics et des fonctions publiques rénovés et renforcés au service de tous et de toutes. Il nous faut réaffirmer les idéaux portés par nos anciens de société solidaire.

La mobilisation unitaire du 14 novembre, contre l'austérité, pour l'emploi et la solidarité en Europe se doit d'être réussie, mais il nous faut en faire une première étape dans la construction d'un mouvement d'ampleur, en France comme en Europe.

L'un des enjeux majeurs de ce congrès sera de réfléchir à la stratégie et à la conception du syndicalisme que nous voulons, porteur d'exigences de transformations sociales et de luttes contre les inégalités. Nous comptons sur vous.

**Guy Trésallet
Secrétaire général**



RAPPORT D'ACTIVITE FSU 93

2009-2012

Une nouvelle situation politique

Notre dernier congrès, il y a trois ans, s'est tenu sous un gouvernement à majorité UMP. Depuis, les élections viennent de déboucher sur une alternance politique.

L'arrogance du « Président des riches et des actionnaires », l'affaire Bettencourt, les arrangements avec Tapie, pour ne prendre que ces quelques exemples ont cristallisé les mécontentements et le rejet de la politique menée conduisant à sa défaite. Toutefois l'orientation de la droite dure avec des thèses anti-sociales affirmées a quand même recueilli plus de 48% au second tour.

Mais au-delà de la satisfaction de nous être débarrassés d'un tel Président comme de sa garde rapprochée, nous ne devons pas oublier que la politique qu'il a été menée, pendant cinq ans, s'inscrivait dans la suite du Président du « bruit et des odeurs » et des emplois fictifs de la ville de Paris, une politique libérale aux ordres du MEDEF et du grand capital.

Les objectifs de la droite étaient clairs: en finir avec les acquis sociaux du CNR et des gouvernements de la libération, précariser et flexibiliser le travail. La droite néo libérale a voulu imposer un autre modèle de société favorisant la finance au détriment du travail, Les milliards d'Euros d'exonération de « charges » et autres dispositifs « d'aides aux entreprises » ont plombé les comptes et servi de prétexte aux politiques de rigueur culpabilisant celles et ceux qui avaient un emploi stable. C'est parce que nous sommes porteurs d'un tout autre modèle de société, une société solidaire, que la FSU93 s'est clairement positionnée en appelant à « ce que s'arrêtent les régressions imposées par la droite ».

Certes la « droite décomplexée » s'est sentie suffisamment forte pour ne rien cacher de ses intentions. Mais, aujourd'hui encore, elle poursuit son combat en s'appuyant sur la crise. Pour ne prendre que le dernier exemple en date, François Fillon, en digne héritier, vient de proposer d'en finir avec la durée légale du travail, s'inscrivant de fait dans les propos de Mario Draghi : « le modèle social européen est mort »

Or la crise, elle a bon dos ! La FSU93, avec les autres sections d'Ile de France, s'est inscrite dans toutes les mobilisations syndicales pour affirmer que la crise n'est pas la nôtre, et qu'elle n'est nullement une fatalité. Cette crise n'est que le résultat des politiques néo libérales menées ces dernières décennies. Choix politiques qui asphyxient déjà des pays comme la Grèce, l'Espagne ou le Portugal en les obligeant à dépenser toujours moins en rognant sur les budgets sociaux, en détruisant les droits et garanties des travailleurs et en cassant l'emploi.

C'est au moment où la barre des 3 millions de chômeurs vient d'être franchie en France que le gouvernement annonce la réduction du déficit public de 4.5% à 3% en



2013, ce qui va entraîner une montée du chômage de près de 300 000 personnes supplémentaires !

La bataille que nous avons menée contre la rigueur et l'austérité, aux côtés d'autres, le 30 septembre, pour alerter l'opinion sur les dangers de la ratification du TSCG participe de cette analyse et elle doit se poursuivre.

Se revendiquer d'un syndicalisme de transformation sociale, c'est dénoncer en permanence les manipulations des différents gouvernements qui tentent de cacher de vrais choix politiques derrière des arguments de gestion économique de « bon sens ». La FSU 93 s'est attachée à alerter les personnels sur cette stratégie employée par la droite, mais elle ne se laissera pas bernier par le nouveau gouvernement lorsqu'il enfiler les vêtements de ses prédécesseurs

Éducation

La Seine Saint Denis a payé un lourd tribut aux expérimentations et dérèglementations de tout genre : De 2007 à 2012 la Seine Saint Denis a scolarisé, dans le 1er degré 12232 élèves supplémentaires avec 18 emplois en moins ! En trois ans ce sont 250 postes qui ont été supprimés dans les collèges, près de 200 en lycées, plus de 40% de précaires chez les Conseillers d'Orientaion, un déficit en médecins scolaires et infirmières de plus en plus préoccupant au regard de la santé publique.

Dans les Comités Techniques comme dans les Comités Départementaux de l'Education Nationale, nous n'avons cessé de répéter qu'il fallait appréhender les « réformes » qui se sont succédées ces dernières années, avant tout comme des outils au service d'une politique visant à mettre en place une toute autre école que celle que nous défendons.

Aujourd'hui, il ne suffit pas de dire que l'on veut faire de l'école une priorité, il faut expliciter les objectifs. Les gouvernements de droite aussi, à leur manière, en ont fait une priorité, mais pour porter un projet de service public affaibli, qui n'est pas celui d'une ambition de haut niveau pour tous les jeunes.

Ce qui nous inquiète aujourd'hui, c'est que nous ne voyons pas de réelle volonté de changement dans ce domaine. La mise en scène autour de la « refondation de l'école », écartant de fait les personnels, et l'indigence du rapport rendu ne sont pas là pour nous rassurer.

Alors que la ségrégation scolaire est de plus en plus forte, l'enseignement à deux vitesses symbolisé par le socle commun n'est pas remis en cause, on ne revient pas sur la suppression de la carte scolaire, alors que le cap de la mise en concurrence des établissements est maintenu en prônant une plus grande autonomie et en annonçant de nouveaux transferts vers les collectivités locales. Comment parler de « refondation » en poursuivant la politique éducative des gouvernements précédents ?



En plus des mobilisations dans lesquelles les personnels du département se sont largement mobilisés, la FSU 93 a organisé, en mai 2011 et en mars 2012, deux colloques autour des questions de l'école et des inégalités. Les chercheurs conviés (Stéphane Bonnéry, Choukri Ben Ayed ou Pierre Clément) et les responsables nationaux des syndicats de la FSU ont permis d'approfondir les analyses et de tracer des perspectives

Les deux fois, nous avons convié des responsables politiques à venir s'exprimer et donner leur vision. En 2011, Vincent Peillon était face à nous. Ses imprécisions, en particulier sur la question de la suppression de la carte scolaire, ses positions sur l'autonomie des établissements et le socle commun, pour ne citer que ces exemples, nous avaient alertés. Il ne suffit pas d'instaurer un climat différent, d'adopter un ton plus conciliant pour que nos mandats refusant la ségrégation scolaire soient pris en compte.

Services publics, fonction publique

Pendant le quinquennat du Président Sarkozy, ce sont près de 150 000 emplois publics qui ont été supprimés.

Les dégâts de la Révision Générale des Politiques Publiques sont de plus en plus visibles. La FSU 93 a, là aussi, dénoncé le discours officiel selon lequel la limitation du nombre de fonctionnaires ne serait qu'un choix financier rendu obligatoire par l'aggravation des déficits. Il s'agit bien d'un choix politique très clairement illustré par Denis Kessler (N°2 du MEDEF) : « C'est simple... Il s'agit aujourd'hui... de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! ». L'application de la LOLF, qui pour prendre un exemple, va toucher très concrètement et directement les collèges dès cette année avec la nouvelle logique budgétaire globalisant des chapitres et ouvrant la porte à des réductions de dépenses ou à des transferts dans la plus grande opacité.

La RGPP continue contrairement aux engagements pris, avec le nouveau volet de la réforme territoriale de l'Etat (RÉATE) qui revient à couper dans les faits les relations entre les échelons départementaux et leurs ministères, avec comme conséquence directe, la suppression de nouveaux emplois.

L'inquiétude est grande dans les services publics avec les menaces de la poursuite du désengagement financier de l'état et des politiques des gouvernements précédents.

L'acte 3 de la décentralisation avance alors que les inégalités se sont aggravées, sans que de réelles péréquations ne soient mises en place et sans qu'un bilan effectif ne soit tiré de la précédente phase. La FSU s'est prononcée pour des discussions non seulement sur les emplois, mais aussi sur les missions.

Comment, en effet, ne pas être inquiet quand la ministre elle-même évoque, en parlant des nouveaux transferts de compétences, « des transferts d'effectifs, sans tomber dans

l'excès » ?

La FSU93 avait proposé à l'ensemble des organisations syndicales départementales de travailler à un état des lieux des services publics et des fonctions publiques dans le département, en établissant une carte détaillée et un comparatif sur les 5 dernières années. Le mouvement des retraites a mis en sommeil ce travail d'inventaire. Une autre organisation syndicale a opté pour une expression plus rapide, débouchant sur des assises du service public et un premier « livre blanc ». Le travail reste à poursuivre en impliquant les populations

Le 93, un territoire particulièrement touché

Sur les trois dernières années, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté bien plus vite en Seine Saint Denis (+12.7%) qu'en Ile de France (9.3%) ou qu'en France métropolitaine (+11.8%).

Et les plans sociaux se multiplient (PSA et ses 8000 suppressions prévues, mais aussi chez Sanofi, Air France, Prestaliss pour ne prendre que les plus grosses). Le 29 septembre la FSU93 s'est pleinement impliquée dans l'intersyndicale départementale, comme elle l'a toujours fait dans le passé pour que la Seine Saint Denis ne soit plus sacrifiée et sa population abandonnée. En mars 2011, le Monde dans une enquête sur les jeunes diplômés, soulignait « la profondeur du gouffre éducatif qui sépare le 93 du reste de l'Ile de France ». « Tous les indicateurs sont au rouge » annonçait-il.

De même, comme nous l'avons démontré au cours des rencontres départementales, avec l'ensemble des Unions départementales, ici, sans doute plus qu'ailleurs, l'affaiblissement des services publics est une véritable atteinte à l'encontre de la population, surtout pour les milieux les plus fragiles.

Ce territoire, auquel nous sommes attachés, mérite un traitement en profondeur et en urgence. Comme le disait un ancien président du Conseil général, « la Seine Saint Denis ne se plaint pas », par contre elle doit savoir se mobiliser pour obtenir réparation. C'est dans ce cadre qu'une marche départementale pour l'emploi est en préparation pour début janvier, la FSU 93 en étant partie prenante

Le Conseil Général 93, partenaire ou adversaire ?

L'une des difficultés que nous avons rencontrée durant ces trois dernières années est l'attitude de la majorité du Conseil général. Alors que la période a été particulièrement dure, que les coups portés par le gouvernement de droite étaient de plus en plus rudes, nous avons eu en face de nous un Président du Conseil Général qui n'a jamais proposé d'audiences ou de rencontres aux organisations syndicales du département !

La FSU 93 n'a eu de cesse de dénoncer, sans succès l'attitude des élus. C'est l'absence totale de concertation et d'écoute qui a été érigée en règle.

Après le partenariat avec BNP Paribas, permettant aux financements privés de faire leur apparition dans les collèges publics, le conseil général de Seine-Saint-Denis choisit, en 2010, de recourir aux Partenariats Public Privé (PPP) pour construire et rénover des structures scolaires. Tous les acteurs concernés par ce dossier, sans exception (notamment les personnels et leurs représentants syndicaux, les parents d'élèves) ont eu le sentiment qu'aucune de leurs remarques n'ait été prises en compte. Pire, que tout était bouclé d'avance.

Même scénario autour de la question de la sectorisation. Certes des rencontres ont été organisées, mais

peu importe ce que pouvaient bien en dire les participants. A tel point qu'au CDEN ayant à l'ordre du jour les propositions sur Montreuil, ville où le dossier proposé avait été rejeté unanimement, après un nouveau refus du Vice Président en charge de l'éducation sur un moratoire d'un an, la FSU a décidé de quitter la séance. La totalité des participants en a fait de même. Point juridique intéressant, mais illustrant bien le peu de considération apporté aux règles et textes en vigueur, aucun vote n'a été émis en CDEN alors que les textes le prévoient ; le lendemain, vote de la commission permanente et validation de ces projets !

Il en a été de même ces dernières années sur le budget destiné aux collèges du département. A deux reprises, le Conseil Général a tenté de camoufler les baisses budgétaires par des présentations avantageuses et des documents changés chaque année. Les représentants de la FSU au CDEN n'ont pas été dupes et sont parvenus, de manière systématique, à démontrer la réalité des choix budgétaires du département.

Par contre, et nous nous en félicitons, le travail avec les services est enrichissant et constructif. Ce que la FSU demande, ce n'est que la prise en compte de ses analyses et de ses propositions sur les dossiers relevant du Conseil Général, au regard de la diversité de ses champs de syndicalisation et du poids que les personnels lui ont conféré par leurs votes.

Alors qu'un nouveau Président du Conseil Général vient d'être élu, nous espérons un tout autre fonctionnement, plus respectueux. Mais nos inquiétudes demeurent. Sur l'éducation, malgré les propos tenus lors de son discours d'investiture (« volonté de toujours faire de l'éducation une priorité ») il confie la tâche à un vice président-député qui, bien entendu n'a plus le temps de s'en occuper sérieusement. Quant à notre demande de rendez-vous, comme celle d'autres Unions Départementales, elle reste à ce jour toujours sans réponse. La volonté affichée du gouvernement de relancer le dialogue social sera-t-elle mise en œuvre dans le département d'origine du nouveau Président du Conseil Général ?

Soirée débat
Financer les retraites pour tous, c'est possible !

Mercredi 15 septembre
de 18h30 à 21h

Auditorium de la bourse départementale du travail
 Place de la Libération - Bobigny

Jean Marie Harribey (ATTAC) - Catherine Mills (économiste) - FSU - CGT - CFDT - FO - UNEF

Initiative FSU 93 septembre 2010

Fédéral.

Depuis le dernier congrès, même si des points positifs sont à souligner, comme la présence régulière des assistantes sociales, le déficit fédéral souligné depuis plusieurs années ne s'est pas comblé.

Certes, la FSU s'est construite autour de syndicats nationaux et sa force est née de son ancrage fort sur les métiers. Mais il ne faudrait pas perdre de vue que notre crédibilité repose aussi sur notre capacité à développer des analyses globales enrichies par le point de vue de chaque composante. Les gouvernements, tout comme le Vice Président du Conseil Général en charge de l'éducation, l'ont bien compris. Aborder des dossiers de manière parcellaire, choisir ses interlocuteurs, est une façon de diviser les personnels, de les empêcher de voir la cohérence des logiques développées et d'affaiblir la capacité de mobilisation des organisations syndicales. Tout comme il est suicidaire d'opposer dans le syndicat ce qui relèverait du « corpo » et ce qui relèverait du « politique », il n'est pas question d'opposer les Syndicats nationaux et la Fédération. L'objectif doit bien être de considérer que le travail en commun, la construction collective de mandats constitue un atout, une valeur ajoutée que nous ne devons pas négliger.

Il va nous falloir convaincre que le travail de réflexions et d'échanges est porteur de sens et de nature à renforcer la parole portée. Ce qui s'est passé avec les Partenariats Public Privé où le département, isolé, décide de passer en force devrait nous servir d'exemple. La FSU s'est battue, seule, dans le cadre du CDEN contre cet abandon de responsabilité publique pour le plus grand bénéfice du secteur privé. Nous avons dénoncé les conséquences en termes d'éducation (un programme type pour les constructions de nouveaux établissements, des collègues « socle commun »), mais aussi en termes d'externalisation de nombre de missions et de recours à des personnels non fonctionnaires. Les personnels du Conseil Général, en intersyndicale, ont interpellé leur employeur pour dénoncer les conséquences directes en matière d'emplois et de missions. Même si des échanges ont eu lieu, en particulier sur la rédaction d'articles pour le bulletin de la FSU 93, un temps de réflexion fédéral plus approfondi sur ce dossier aurait dû nous permettre d'interpeller le Conseil Général sur l'ensemble de la problématique et donc d'augmenter le poids de la FSU.

Depuis l'élargissement de la FSU à la Fonction Publique, nous ne pouvons que constater notre faiblesse dans le travail en commun sur des domaines comme Pôle emploi ou la protection judiciaire de la jeunesse, dossiers pourtant plus que sensibles dans notre département. Et le fait de constater que la situation est la même au niveau régional, comme dans d'autres départements en France ne doit pas nous servir d'alibi. Ceci doit être un des chantiers prioritaire dans les mois à venir.

En revanche le secteur retraités s'est développé et fonctionne de mieux en mieux. Il est dans l'action, comme lors du 11 octobre dernier, ou dans la préparation, dans le cadre national, des « journées d'automne des retraités » des 14 et 15 novembre prochain. Restent quelques points sur lesquels il faudra progresser sur la

mobilisation des actifs avec les retraités, sur la question des retraites, mais aussi sur des dossiers comme la Sécurité sociale ou la dépendance.

A noter aussi l'implication des retraités de la FSU93 dans la commission culture.

Ces trois ans ont vu le développement du site internet, de plus en plus consulté et mis à jour régulièrement et, en particulier lors du mouvement des retraites, des numéros spéciaux, thématiques, du bulletin départemental.

Syndicalisme

La FSU 93 s'est impliquée dans les rapports unitaires les plus larges. Que ce soit dans le mouvement sur les retraites où nous avons, par exemple initié un débat avec l'ensemble des organisations syndicales départementales en organisant un débat public avec Jean Marie Harribey et Catherine Mills ou sur les services publics, notre ligne a toujours été celle de l'unité permettant la construction de réels rapports de force.

Dans cette période nouvelle, plus que jamais sans doute, nous devons être force de propositions autour de nos mandats et analyses construites autour de débats les plus ouverts possibles. Ne pas se laisser enfermer dans des situations où le syndicat ne fait que lutter en contre. On ne peut, à ce sujet, que regretter un certain attentisme des directions nationales de nos syndicats, comme de la fédération, en espérant qu'il ne soit pas pénalisant pour la suite. Dans le 93, nous aurions souhaité, dès l'élection présidentielle passée, une stratégie de communication grand public pour réaffirmer nos mandats et nos exigences, que ce soit sur les Fonctions publiques, comme sur l'éducation. La donne n'est pas la même lorsque les propositions sont construites au regard de nos revendications, que lorsqu'on attend les décisions gouvernementales ou départementales et que l'organisation syndicale se laisse enfermer dans le cadre défini. Le syndicalisme en contre, n'est pas le syndicalisme auquel nous adhérons

Quel rôle pour le mouvement social aujourd'hui ?

Depuis des années, la difficulté pour le mouvement syndical français reposait sur le constat du peu d'alternatives politiques crédibles, en mesure de devenir majoritaires, La dernière campagne électorale a vu des bougés, il faudra que l'on en tienne compte.

De la même manière, nous avons développé, au travers de nos colloques, une pratique d'interpellation des politiques. Nous sommes convaincus que ce terrain est à développer. La complémentarité entre le mouvement social qui est porteur de revendications et le politique qui fixe le cadre législatif en votant les lois, chacun restant à sa place, doit être poursuivie et renforcée si l'on veut convaincre les personnels de l'utilité des mobilisations et d'un changement possible de société

CARTE AVANCE SANTÉ

AU CME, C'EST MA BANQUE QUI AVANCE MES FRAIS DE SANTÉ.



L'assurance santé du Crédit Mutuel Enseignant prend soin de vous et de votre budget. Elle vous propose gratuitement la carte CB Avance Santé pour régler votre médecin, pharmacien, dentiste, opticien... sans avancer d'argent. Les dépenses ne seront débitées de votre compte qu'après le remboursement de la Sécurité sociale et de votre complémentaire*. Pour comparer prix et garanties, rendez-vous au CME ou sur www.bancassurance.creditmutuel.fr.

Crédit  Mutuel
Enseignant
www.cme.creditmutuel.fr

CRÉDIT MUTUEL ENSEIGNANT ÎLE-DE-FRANCE - TÉL. : 0 820 099 989 (0,12 € TTC/MIN)

ANTONY CME92@CREDITMUTUEL.FR
BOBIGNY CME93@CREDITMUTUEL.FR
CERGY CME95@CREDITMUTUEL.FR
CRÉTEIL CME94@CREDITMUTUEL.FR
EVRY-COURCOURONNES CME91@CREDITMUTUEL.FR
MELUN CME77@CREDITMUTUEL.FR
PARIS QUARTIER LATIN CME.PARIS5@CREDITMUTUEL.FR
PARIS HAUSSMANN CME.PARIS9@CREDITMUTUEL.FR
PARIS LA DÉFENSE CME92LADEFENSE@CREDITMUTUEL.FR
SERRIS CME77@CREDITMUTUEL.FR
VERSAILLES CME78@CREDITMUTUEL.FR

* Avec la carte CB Avance Santé dans la limite de 30 jours. Ces contrats des Assurances du Crédit Mutuel sont gérés par ACM IARD - SA au capital de 166 819 520 €. RCS 352 406 748. Siège social : 34, rue du Wacken - 67000 Strasbourg, entreprise régie par le code des assurances.

Contre l'austérité, pour l'emploi

et la solidarité en Europe

COMMUNIQUE DES ORGANISATIONS REGIONALES IDF CONTRE L'AUSTERITE, POUR L'EMPLOI ET LA SOLIDARITE EN EUROPE

A l'appel de la CES et des organisations nationales. Les organisations syndicales d'Île-de-France CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa décident de faire du 14 novembre une grande journée de mobilisation interprofessionnelle. De rassembler les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs pour manifester leur volonté de voir apporter des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en Île-de-France, en France et en Europe. Elles expriment leur solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs. Elles appellent à manifester à Paris de Montparnasse (place du 18 juin) à l'école militaire à 14h.

**Manifestation unitaire
CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA
Mecredi 14 novembre
14h - Montparnasse**

14 novembre pour l'emploi et la solidarité en Europe

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa s'inscrivent avec l'ensemble du syndicalisme européen dans la journée d'action et de solidarité de la Confédération européenne des syndicats le 14 novembre 2012 pour la l'emploi et la solidarité en Europe.

Elles expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession. Ces mesures, loin de rétablir la confiance ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices. Elles mettent à mal le modèle social européen mis en cause par la concurrence et parfois le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales.

En France c'est un nombre de chômeurs qui ne cesse de croître depuis 17 mois avec encore une hausse record en septembre. La précarité s'accroît, des millions de salariés n'accèdent à l'emploi qu'en CDD pour des durées de plus en plus courtes, les plans de licenciements se multiplient. 11 millions de personnes sont touchées par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités. Les salaires dans le privé et le public stagnent.

Les traitements de choc infligés aux travailleurs notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux.. La cohésion sociale, le dialogue social et le respect des valeurs garanties par la Charte des droits fondamentaux sont mis en cause. Cette situation est insupportable et menace la construction européenne elle-même.

En s'amplifiant, la crise économique et sociale accroît fortement les inégalités entre les travailleurs européens et met en cause les droits de tous.

L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social. La journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes. Cela implique :

- une véritable coordination des politiques économiques et des mesures de solidarité concrètes avec les pays les plus en difficulté en intégrant systématiquement la dimension sociale aux décisions européennes ;
- la négociation d'un « Contrat social » revendiqué par la CES au niveau européen, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les Etats, en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays ;
- des mesures de relance au plan européen afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi ;

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et Unsa décident de faire du 14 novembre une grande journée de mobilisation interprofessionnelle rassemblant les salariés du privé et du public, les retraités et les chômeurs pour manifester leur volonté de voir apporter des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en France et en Europe et en solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs. Elles appellent partout en France à manifester selon des modalités permettant la participation la plus large.

Paris le 26 octobre 2012

UNITE & ACTION 93

VOTEZ OUI AU RAPPORT D'ACTIVITE 2009 / 2012

La FSU 93 a réuni les conditions pour réussir des initiatives dans la rue, dans l'opinion publique, dans les médias. En cours de mandat, nous avons eu la satisfaction de voir arriver des syndicats qui sont en passe de se développer : le SNPI (inspecteurs de l'éducation nationale), de voir se développer et être reconnu pleinement le secteur des retraités de la FSU qui interviennent dans la FGR. Nous avons poursuivi nos échanges avec le SNU-CLIAS qui syndique les personnels des collectivités territoriales, ainsi qu'avec les représentants du tout nouveau SNUACTE (ex UNATOS).

Reste à développer le travail fédéral avec des syndicats d'autres secteurs que celui de l'éducation, objectif prioritaire du mandat à venir.

Les conséquences des politiques néo-libérales

La stratégie néo-libérale à l'œuvre depuis les années 1980 consiste à accumuler les réformes et conduit les syndicats et les équipes militantes à répondre au coup par coup. Nous ne maîtrisons plus le calendrier de l'action syndicale et nous sommes perpétuellement « sur la brèche ». Dans ce contexte, les organisations syndicales, dans un paysage divisé sur le fond, rivalisent d'inventivité pour rendre les problèmes visibles, tout en étant en concurrence sur un même champ de salariés susceptibles de se syndiquer. Tout devient affaire de « com », ou de « .com ». La frustration de ne pouvoir agir plus efficacement nuit aussi à la construction de mouvements d'envergure parce qu'elle se heurte au « fonctionnement trop lent des appareils syndicaux ». Progressivement, l'idée que « l'on ne peut plus faire autrement que d'accepter les replis » gagne du terrain et c'est dans ce contexte que nous avons agi. Nous avons passé de nombreuses heures à construire nos interventions pour démonter les projets que nous contestons en matière de politiques éducatives.

Nous avons porté haut et fort notre contestation des Projets de Partenariats Public-Privé, nous avons ensemble organisé des manifestations unitaires avec les parents d'élèves et les autres organisations syndicales (10 avril 2010, 10 février 2011, le 1er avril 2011). **Force de propositions et d'actions, nous marquons le paysage syndical de ce département.**

Défendre le syndicalisme dont nous sommes porteurs

La période à venir sera plus que jamais l'occasion de confronter deux modèles de syndicalisme : l'un très pointu dans les marges, efficace parce que très technique pour une partie des salariés, mais adepte du donnant/donnant, ce qui veut toujours dire perdre un peu,

et l'autre plus centré sur les transformations sociales de fond proposant des solutions globales créant de l'emploi et des droits nouveaux.

Avec UA 93, nous considérons que l'on peut se battre sur le fond, conduire la réflexion et le débat, tout en étant efficace sur les problèmes de défense des salariés dans leurs droits. C'est ce que nous nous sommes efforcés de prôner lors de ces dernières années.

Informé pour convaincre, initié les débats de fond

Nous avons aussi été à l'origine de plusieurs colloques qui ont fait date et imprimé une forte identité de la FSU 93 dans les débats nationaux parce que la voix de la FSU 93 compte. Proche de Paris, mais « du mauvais côté du périphérique », notre expertise en matière de scolarisation des publics les plus durement touchés par la crise est irremplaçable.

En plein mouvement des retraites, en septembre 2010, la FSU 93 a réuni la CGT, la CFDT, mais aussi FO et l'UNEF pour débattre du financement des retraites.

Sur le plan de l'éducation, nous avons organisé conjointement avec la FCPE le 14 mai 2011 un colloque sur « écoles et inégalités » et le 13 mars 2012 un colloque pour une école de l'égalité portant sur le socle commun et l'école du socle, la gouvernance et l'évaluation, la territorialisation des politiques éducatives.

La FSU 93 au coeur des luttes inter-professionnelles

Convaincue que les salarié-es doivent se faire entendre et peser en portant leurs revendications, dès le 28 juin 2012, à la veille du « sommet social », la FSU 93, a participé à la manifestation, avec la CGT et Solidaires sur le thème « ne pas attendre pour réaffirmer nos revendications ».

La FSU 93, s'est engagée activement pour que la FSU au plan national appelle à la manifestation du dimanche 30 septembre 2012 contre le TSCG après avoir été une des composantes actives du meeting unitaire départemental pour l'emploi en Seine Saint Denis aux côtés des salariés de PSA, dans la cité des 3000 à Aulnay sous Bois. Comme nous avons pris toute notre place dans l'accueil de la marche des sidérurgistes à la Bourse du travail de Bobigny

Nous avons été solidaires et actifs lors des mobilisations pour la régularisation des Travailleurs sans papiers

Force de propositions, d'action, d'intervention, nous sommes fiers du chemin parcouru, et nous vous invitons à aider l'avenir en validant le travail déjà fait. Votez OUI au rapport d'activité !

Critique du Rapport d'activité par l'École Émancipée

Le Rapport d'activité (RA), écrit uniquement par la tendance majoritaire Unité et Action (UA), accorde très peu de place au bilan de l'orientation menée par la FSU pendant 3 ans, de ses réussites et de ses échecs.

Les quelques exemples d'actions citées dans le RA concernent l'organisation de colloques, ou des prises de positions dans les institutions. Nous pensons qu'il est utile d'organiser des colloques, des cadres de réflexions et de formation, pour informer et convaincre.

Cependant, nous pensons que, face à l'ampleur des attaques passées et à venir, ce qui permettrait de changer la donne, c'est la construction de mobilisations d'ampleur, d'un rapport de force, basé sur le combat réel des salariés.

Pour l'École Émancipée, le bilan des trois dernières années pointe les carences de la FSU dans la construction et le développement des mobilisations et leurs convergences. Malheureusement cette problématique est absente du RA.

Peu de changements dans la situation politique

Liée à la crise et la récession, on constate une accélération des attaques libérales. Ce sont les salariés qui paient la crise, pour sauver les profits.

Hollande, malgré un changement de style et quelques inflexions, poursuit cette même logique politique. Alors que 150000 postes de fonctionnaires ont été supprimés en 5 ans, le budget 2013 taille de nouvelles coupes dans les effectifs, les statuts précaires se multiplient encore, les salaires restent gelés...

C'est la même politique que la FSU n'a pas assez fermement combattue ces dernières années. Nous ne pouvons pas nous contenter de rester « en alerte » et de « s'inquiéter » des annonces du gouvernement, comme nous le faisons depuis mai dernier.

La FSU doit tirer le bilan de la concertation en trompe l'œil du gouvernement.

Prise d'initiative, combativité et convergence des luttes

Depuis trois ans, la FSU 93 a connu plusieurs expériences dont il faudrait tenter de tirer un bilan : la grève de l'hiver 2010 dans l'éducation nationale et surtout le mouvement contre la réforme des retraites, les rentrées sociales 2011 et 2012.

L'hiver 2010, la mobilisation contre les suppressions de postes dans l'éducation est partie d'un établissement qui vote une semaine de grève en AG et envoie des délégations dans les établissements voisins pour étendre la grève. En quelques semaines, la grève « mar-

chante », organisée à la base, via des AG locales et départementales, s'étend à l'ensemble des bahuts et des écoles du département et commence à déborder sur Paris et le 92. La FSU a soutenu ce mouvement mais n'est pas apparue comme une force motrice de la grève. La FSU 93 aurait dû peser plus vivement pour pousser les instances nationales de la FSU à étendre la grève. Cela doit nous inspirer pour la préparation des mobilisations à venir, notamment à la lumière de la grève du 1er degré, initiée par le SNUipp 93, le 11 octobre dernier.

Dans le mouvement contre la réforme des retraites, la FSU a manqué de prise d'initiatives. Elle n'a pas joué son rôle central dans la gauche syndicale française. En réduisant l'arc (trop) unitaire et en se concentrant sur un pôle syndical combatif, la FSU aurait pu accélérer les rythmes de mobilisation ; développer les éléments d'auto-organisation des grèves et la convergence des différents secteurs, notamment dans la fonction publique. L'organisation des débats publics ne peut suffire à justifier la satisfaction affichée dans le RA.

En 2011, après une journée de grève dès le jour de la rentrée dans le 93, la FSU appelait à une nouvelle grève le 27 septembre pour contester les suppressions de postes et les conditions déplorables de rentrée. Cette grève a été une réelle réussite et a constitué un point d'appui pour les équipes militantes, Ici la FSU a démontré que sa prise d'initiative est payante. Dommage cependant, qu'elle n'ait pas tenté de transformer l'essai.

En 2012, nous sommes face à des conditions de rentrée pires que l'année précédente. Dans le contexte de luttes contre les suppressions d'emplois, public ou privés, le rassemblement du 29 septembre à Aulnay, la manifestation du 30 contre le TSCG allait dans le bon sens mais c'était nettement insuffisant !

Alors que des coupes budgétaires importantes sont prévues, la FSU reste en retrait et n'arrive pas à appeler clairement à la grève, comme nous avons été capable de le faire ces dernières années, face aux budgets sarkozistes !

C'est pourquoi nous appelons à voter contre le rapport d'activité, car il ne permet pas de tirer les enseignements des trois années d'orientations d'UA dans la FSU.

En conséquence, elle ne permet pas de définir, sur la base des expériences passées, une orientation syndicale capable de modifier les rapports de forces en faveur des salariés.

Emancipation

NON l'activité de la FSU 93 n'est pas plus à la hauteur que la nationale !

Le rapport d'activité de la direction de la FSU 93 couvre la période des deux dernières années Sarkozy, la campagne et les élections présidentielles et législatives, ainsi que les premiers mois de la présidence Hollande et du gouvernement Ayrault, autant de périodes surdéterminées par la crise du capitalisme.

Dans ces contextes d'agression contre les travailleurEs et les services publics, et de changement politique, l'activité et l'orientation de la FSU 93 ne saurait être évaluée indépendamment de l'activité et de l'orientation nationale, surtout que le secrétaire général de notre section départementale, participe avec voix délibérative aux instances nationales. Il est d'autant plus appréciable et révélateur de lire dans le rapport d'activité départemental « On ne peut, à ce sujet, que regretter un certain attentisme des directions nationales de nos syndicats, comme de la fédération, en espérant qu'il ne soit pas pénalisant pour la suite. »

Malheureusement, cette critique si dramatiquement juste devrait permettre à la FSU de revoir, au niveau national, comme départemental d'ailleurs, l'orientation qui a débouché sur un tel positionnement syndical et de revenir aux principes du syndicalisme :

- **l'élaboration et la défense collective des revendications, plutôt qu'en rabattre sur ces dernières**, dans l'espoir d'apparaître Hollando-compatible ce qui revient à théoriser le fait d'être capitalismo-compatible vu les propositions économiques et le choix de gestion de la crise et de politique européenne de Hollande ;

- **la construction, avant toute négociation, d'un véritable rapport de force, plutôt que la caution à des réunions de concertation où sont déclinés les choix gouvernementaux, piège du « dialogue social » ;**

- **la nécessité pour développer ce rapport de force de passer par des propositions de mobilisations qui, plutôt que de coller aux journées d'action dilatoires des pseudo fédérations syndicales européenne et internationale, s'inscrivent dans une dynamique de lutte construite sur les AG des personnels aux différents niveaux et sur l'unité la plus large, notamment intersyndicale.** Cela suppose de rassembler sans exclusives le maximum de forces, sans être prisonniers de celles qui, sur tel ou tel sujet, préfèrent soutenir le gouvernement et en faisant un effort interprofessionnel au niveau des différents syndicats de la FSU, comme à l'extérieur de la FSU pour contrer la division objective que représente la dotation de moyens des secteurs dits « prioritaires » de l'EN et de la justice par redéploiement au détriment des tous les autres secteurs.

La Seine Saint Denis s'est suffisamment mobilisée pour savoir faire tout cela. Mais, le rapport d'activité et l'appel à voter de la direction départementale ne tiennent pas compte de ces acquis pour améliorer la stratégie syndicale, ni pour mettre en place au niveau départemental et défendre au niveau national un syndicalisme à la hauteur de la situation.

La fin du rapport d'activité veut convaincre les personnels de l'utilité des mobilisations et d'un changement possible de société. Noble objectif. Dommage que les modalités proposées soient à l'opposé de ces aspirations :

« Nous avons développé, au travers de nos colloques, une pratique d'interpellation des politiques. Nous sommes convaincus que ce terrain est à développer. La complémentarité entre le mouvement social qui est porteur de revendications et le politique qui fixe le cadre législatif en votant les lois, chacun restant à sa place, doit être poursuivie et renforcée »

Dans une période de crise où les tenants du libéralisme économique frappent tous azimuts il faut faire le choix d'investir les forces syndicales là où elles sont le plus utiles. Et donc au plus près des travailleurEs qu'ils soient titulaires, retraités, précaires ou de droit privé, qui ont à subir les agressions mises en place par Sarkozy et conservées pour l'essentiel par le nouveau pouvoir et de nouvelles attaques (suppression accrue de postes et de moyens dans la plupart des ministères « non prioritaire », austérité pour les salaires et les pensions, sécu...). Cet impératif d'être au plus près des personnels doit **dissuader de détourner les forces syndicales dans des colloques, que ce soit avec une hiérarchie** qui, notamment du fait de la réforme de la gouvernance, défend plus les mesures libérales que les services publics ; **ou bien avec des collectivités territoriales qui se liguent avec le patronat** dans l'espoir de siphonner le maximum de responsabilités et de moyens grâce à la décentralisation (en premier lieu sur le dos de l'enseignement professionnel et technologique et de l'orientation) **ou encore avec des politiques**, qui même lorsqu'ils ne sont pas acquis totalement à la logique capitaliste, privilégient leurs enjeux tacticiens avant la défense concrète des salariéEs et des services publics.

A fortiori en Seine-Saint-Denis où tous ces paramètres sont préoccupants, comme le souligne le rapport d'activité, anticapitalisme et indépendance syndicale devraient constituer le fil à plomb de la FSU départementale. On en est loin quand on lit « jusque-là, les difficultés pour le mouvement syndical français reposait sur le constat du peu d'alternatives politiques crédibles, en mesure de devenir majoritaires, La dernière campagne électorale a vu des bougés, il faudra que l'on en tienne compte ». Que ces « bougés » soient supposés porter sur la politique de Hollande ou sur celle des forces qui se revendiquent à sa gauche, pour ne pas dire que nous nous trouvons là en plein dans l'illusion, disons simplement que l'analyse et les perspectives de rupture présentées par Emancipation sont toutes autres et que c'est sur ces bases que nous appelons les syndiquéEs à se prononcer

contre l'activité départementale et nationale pour l'orientation et la liste Emancipation.

Contact ovinay@free.fr

FRONT UNIQUE

Après avoir battu Sarkozy lors des élections présidentielles, les travailleurs et la jeunesse ont élu une majorité de députés du PS et du PCF. Ils ont voté sans illusions, mais avec la ferme volonté d'en finir avec le gouvernement et la majorité UMP. Ils ont aussi voté en faveur d'une majorité PS-PCF-PG, dans le but d'imposer leurs revendications à cette majorité.

Le courant Front Unique a proposé et soumis au vote, au Conseil National de la FSU :

- que la FSU appelle à battre Sarkozy lors des présidentielles, c'est-à-dire à voter pour le candidat du PS, Hollande, sans soutenir le programme de ce candidat ;

- que la FSU appelle à voter pour les partis et organisations du mouvement ouvrier (PS, PCF, PG...) sans soutien aux programmes de ces partis, contre Sarkozy et les partis bourgeois ;

La direction fédérale, dans toutes ses composantes, s'y est opposée.

Mais aujourd'hui, on découvre qu'une « situation politique nouvelle » aurait cours dans le pays : la direction de la FSU revisite le noir bilan des années Sarkozy... pour mieux taire le sort que nous réserve le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel.

Mettre en cause ce gouvernement, sa politique, sont de nouveaux tabous au sein de la FSU. Qu'on en juge :

- au lendemain des élections, le courant Front Unique a proposé que **l'abrogation des contre-réformes Sarkozy-Fillon** soit exigée par la FSU en préalable à toute « concertation » avec le nouveau gouvernement. Proposition rejetée par la direction fédérale, qui s'est précipitée à la « conférence sociale » de juillet.

- en septembre, le courant Front Unique a proposé au CDFN de la FSU de lier le combat contre le TSCG au combat contre le budget d'austérité 2013, au travers d'une **manifestation nationale à l'Assemblée** : la direction fédérale a rejeté cette proposition.

- aujourd'hui, alors que le rapport préparant la loi d'orientation fait état d'un large « consensus » sur le maintien et l'aggravation des contre-réformes de l'UMP (socle, lycées, LP, formation des enseignants...), la direction fédérale revendique sa place à tous les niveaux du « dialogue social ».

En somme, après avoir refusé d'appeler pratiquement à battre Sarkozy, la direction fédérale apporte un soutien pratique au programme du gouvernement actuel... quitte à « oublier » les revendications!

L'invocation des méfaits de Sarkozy et Fillon ne sert ainsi qu'à masquer ce fait : le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel, PS-EELV-Radicaux, s'est constitué en contradiction totale avec les aspirations exprimées par les travailleurs lors des dernières élections. C'est un gouvernement à la botte du MEDEF, comme l'affaire des « pigeons » vient encore de l'illustrer. C'est aussi cette fonction que remplit la mise en cause par la direction départementale... du seul Conseil Général.

Rappelons à cet égard comment, lorsque Sarkozy était encore en poste, la direction fédérale a combattu sa politique : fin 2010, au BDFN de la FSU, la direction fédérale a rejeté l'exigence de retrait de la contre-réforme des retraites – proposition soumise au vote par le représentant de notre courant.

Nous n'avons pas connaissance de la moindre divergence portée dans les instances nationales par les représentants de la FSU 93 au cours des dernières années. Quant aux Conseils Départementaux – où devrait pouvoir participer le représentant de notre courant, depuis le dernier congrès - rares, bien rares ont été les sessions auxquelles il a effectivement été convoqué !

Nous appelons donc les syndiqués à rejeter ce « rapport d'activité ». Voter contre ce rapport, c'est aussi voter pour une autre orientation dans la FSU aujourd'hui.

Liste Unité & Action 93

Réaffirmer toutes nos orientations de transformation sociale, imposer notre représentativité :

L'absence de débouché positif pour les salariés à l'issue du conflit sur les retraites, et les stratégies différentes des organisations syndicales avant juin 2012, nous placent dans une période nouvelle. Nous sommes dans un paysage syndical divisé. Le rôle de l'action syndicale et de la stratégie à mettre en œuvre revêtent une importance particulière dans le contexte d'un gouvernement social-démocrate. Ajoutons à cette situation l'affaiblissement relatif de la FSU lors des élections professionnelles d'Octobre 2011 et nous mesurons la complexité de la situation dans laquelle nous agissons dans les trois ans à venir.

Construire les rapports de forces favorables aux salariés afin de peser dans le dialogue social, dans les comités techniques, dans les commissions paritaires : avec Unité Action 93, nous faisons le choix d'un syndicalisme qui pose la question de la répartition des richesses pour satisfaire les besoins sociaux. Nous porterons notre projet revendicatif en opposition aux propositions insuffisantes de l'actuel pouvoir en matière d'emplois, de salaires, de protection sociale, de services publics. Rien ne se gagnera sans l'action des salariés, c'est le sens des luttes que nous proposerons. Sur le terrain des conditions de travail des fonctionnaires, de leur pouvoir d'achat, UA 93 continuera de s'inscrire dans les processus unitaires d'action et de les impulser au niveau départemental et régional.

Se battre pour des services publics au service des territoires et des usagers, développer les actions unitaires sur la question de l'emploi en Seine Saint Denis

L'emploi sacrifié n'est une fatalité, ni pour les ouvriers de PSA ni pour les salariés des services publics. Le service public sur notre territoire est un élément essentiel de la qualité de vie et d'égalité entre les citoyens mais aussi un facteur de cohésion sociale. Les attaques contre les missions des collectivités locales et l'emploi public sont au centre de la stratégie visant à ouvrir de nouveaux secteurs à la concurrence au bénéfice des marchés financiers. Assurer le transport rapide de colis, autrefois assumé par la Poste, externaliser les cartes grises, viser à réduire les services d'urgences la nuit, ne pas ouvrir les classes nécessaires aux enfants de ce département, c'est la même logique que celle qui conduit à la suppression des emplois industriels en Seine-Saint-Denis. Au lieu de développer de l'insécurité sociale, en réduisant l'intervention publique et en fermant des emplois industriels, il est de notre devoir de nous battre contre ces conceptions anti-sociales pour obtenir le développement des entreprises locales, des services publics de qualité qui contribuent à la réalisa-

tion des besoins sociaux. Avec UA 93, nous proposons que la FSU s'engage dans les actions unitaires pour que les services publics soient développés et l'emploi industriel préservé.

L'école est à un tournant.

Pour la première fois, en Seine-Saint-Denis lors de cette rentrée 2012, des centaines d'élèves de primaire n'ont pas eu, au premier jour de la rentrée, d'enseignants face à eux. Sur une partie des 250 postes vacants, des étudiants ont dû être recrutés en urgence. Dans le second degré, en recrutant près de 3000 contractuels dès le mois d'août 2012, le recteur a tenté de parer au manque de titulaires. La précarité s'installe pour pallier cette situation invraisemblable : les postes budgétaires existent, pas les personnels. Les élèves les plus touchés par ces postes vacants sont ceux des milieux populaires. Avec UA 93, nous proposons que se mette en place un groupe de travail du CDFD sur la rédaction d'un « contre appel de Bobigny ». Le premier appel de Bobigny, que la FSU 93 avait dénoncé, faisait la part belle à la territorialisation des politiques éducatives. Contre le tri social organisé, pour assurer la réussite de haut niveau pour tous, il est temps de rédiger, dans un cadre pluraliste et ouvert, un contre-projet à ce que la refondation de l'école aura tenté de faire passer : le socle commun, les livrets de compétences (y compris simplifiés), l'autonomie, la compétition, la territorialisation des questions éducatives et toute la panoplie de la « Stratégie de Lisbonne » avec le fonctionnement de l'école sur des normes dont l'objectif est de faire de la connaissance un marché parmi les autres, marché fonctionnant selon les règles du capitalisme.

Refondation de l'école :

L'avenir de l'école appelle un projet éducatif ambitieux et non une simple action publique réformée. La fausse remise en cause du socle commun de connaissances et de compétences auquel on ajoute le mot culture est un consensus qui ne doit pas nous cacher la réalité : c'est l'existence même d'un socle à côté des programmes nationaux qui pose problème. Avec UA 93, nous proposons que la réduction des inégalités devienne une réelle priorité : nous revendiquons des programmes ambitieux pour tous, comme nous revendiquons les moyens de les mettre en œuvre. Le rôle de l'école est bien de permettre l'entrée dans les apprentissages et l'acquisition par tous les élèves de notre pays d'une culture commune.

Les élèves qui rencontrent des difficultés ont besoin d'un service public fort plutôt que de compassion ou de bienveillance, d'un service public qui, en appui sur la recherche universitaire et pédagogique, interroge la nature des difficultés rencontrées par les élèves pour y apporter des réponses audacieuses, garantes d'un profond changement.

La co-éducation, les partenariats : avec qui, pour quoi faire ?

Les projets éducatifs locaux sont fortement préconisés et confèrent aux collectivités locales un rôle sans cesse croissant.

Les collectivités locales vont être dans l'obligation de compenser le désengagement de l'État, ce n'est plus une information aujourd'hui, mais un constat, un triste constat. La notion de co-éducation concerne les parents d'élèves, bien évidemment. Parents mais aussi électeurs d'une municipalité qui financera les contrats éducatifs locaux : il y a de réels risques de confusion des genres, sans parler de la possibilité de voir s'installer des groupes de pression et des lobbies divers. La volonté de trouver des solutions sans augmenter les impôts locaux, sont à rapprocher de la volonté affichée du monde de l'entreprise et du marché de peser sur les choix éducatifs. Avec UA 93, nous interrogeons fortement l'acte 3 de la décentralisation et le lien qui a été évoqué lors des débats sur la refondation de l'école concernant la possibilité de voir les collectivités territoriales prendre en charge la formation professionnelle et l'orientation. Nous considérons que le développement des politiques éducatives contractualisées portent en elles le risque de voir « le marché » entrer en force sous forme de partenariats publics privés, y compris sur les questions pédagogiques. Nous multiplierons les initiatives pour dénoncer ces nouvelles formes de gouvernance. Les intrusions du marché et de ses règles dans le monde de l'école sont incompatibles avec le service public.

Développer l'éducation prioritaire :

Au-delà de notre revendication de meilleure répartition des richesses, il faut bien constater (rapport de la Cour des comptes juillet 2012) que les inégalités sociales ne sont pas prises en compte lors de l'attribution des moyens. Avec UA 93, nous proposons d'associer des chercheurs, des économistes à cette réflexion sur une autre politique re-distributive en faveur des publics les plus défavorisés. La redistribution que nous appelons ne pourra pas faire l'impasse sur la réalité d'aujourd'hui : on donne plus à ce qui ont le plus ! Pour corriger cette erreur grave dénoncée par la cour des comptes, il faudra parler des moyens humains que l'on propose aux territoires prioritaires : les salaires comptent pour une grande part dans ces calculs. Comme on imagine assez mal les « enseignants expérimentés » retourner sur les lieux de leurs débuts (mis à part quelques volontaires), la solution repose sur des formules conjuguant la réduction des effectifs par classe, l'amélioration des conditions d'enseignement, et l'utilisation d'une masse salariale suffisante pour augmenter le nombre de jeunes profs sur les territoires les plus touchés par les difficultés sociales. Ce faisant, on crée les conditions de la baisse des effectifs, la possibilité de co-interventions, la possibilité de créer des 1/2 groupes. Bien évidemment, nous proposons que soient développées les améliorations nécessaires pour rendre attractifs les postes d'infirmières scolaires, d'assistantes sociales, de médecins scolaires, tant dans le premier que dans le second degré.

Un syndicalisme de transformation sociale

Avec Unité Action 93, nous proposons de rester efficaces dans la défense individuelle et collective des salariés avec des représentants des personnels dotés de la technicité nécessaire, mais sur la base d'un projet de transformation radicale de la société permettant une redistribution des richesses pour satisfaire l'ensemble des besoins sociaux. C'est sur ces bases là que nous lancerons des propositions de rencontres, de débats, d'actions communes avec les organisations syndicales départementales. Le précédent mandat a été l'occasion de colloques communs avec Solidaires et la CGT sur des questions relatives au travail, à l'emploi, à la souffrance au travail. Nous sommes à UA 93 pour développer ces initiatives qui reposeront systématiquement sur la recherche de formes d'organisation associant au maximum la réflexion et la parole des salariés.

Unité Action 93

Rémy Adell SNUCLIAS

Sylvain Ascouet EPA

Dominique Balducci SNES

Aurélie Boccacini SNES

Stéphane Bonnery SNESUP

Martine Caron SNUIPP

Catherine Chabaudie SNPI

Marc Champesme SNESUP

François Chelers SNUIPP

Danielle Clayette SFR

François Cochain SNUIPP

Marie Françoise Dauprat SNUACTE

Catherine Da Silva SNUIPP

Sébastien DeSchryver SNES

Sylvie Desmaele SNUIPP

Nadia Faradji SNUCLIAS

Cécile Finaud Guyot SNASUB

Émilie Garcia SNUIPP

Marie Karaquillo SNES

Alain Kassardjian SFR

Sandra Kerrest SNES

Mathieu Logothetis SNES

Yann Mahieux SNASUB

Caroline Marchand SNUIPP

Françoise Maurin SNES

Hughes Poirier SNUPDEN

Serge Reitchess SNEP

Sandy Rico SNEP

Rachel Schneider SNUIPP

Guy Tresallet SNUEP

*SFR : Section fédérale
des Retraités*

Texte d'orientation de l'École Émancipée (ÉÉ) 93

Ni leur crise, ni leur dette, ni leur loi d'orientation contre les personnels et l'intérêt du service public ne sont les nôtres ! La FSU doit les combattre !

Trente ans d'attaques libérales, quatre ans de crise économique, l'Union européenne au bord de l'explosion et partout l'influence croissante des courants politiques les plus réactionnaires... Alors que nos sociétés n'ont jamais produit autant de richesses, elles sont rongées par l'austérité, le chômage, la précarité et les attaques contre les services publics. Ces régressions sociales en Europe, se déclinent dans tous les pays (en Grèce, en Espagne, au Portugal...).

Ces politiques ont des conséquences en Seine-Saint-Denis : volonté de fermer l'usine PSA à Aulnay, de Gefco ou de Rotos93, les suppressions d'emploi à Air France ou Carrefour... Sans parler de l'état des services publics dans notre département.

Le syndicalisme a devant lui un défi majeur à relever: défendre les salarié-es et au delà les plus démunis-es, les exclus, et la majorité de la population en construisant toutes les convergences nécessaires, promouvoir des alternatives économiques et sociales progressistes et écologiquement viables, et œuvrer en faveur d'une redistribution des richesses.

La FSU doit relever ces défis en particulier dans ses champs de syndicalisation. Cela passera par un mouvement d'ensemble et massif de tous les secteurs, notamment de la fonction publique.

Le « changement » en trompe l'œil dans l'éducation...

Initiant un changement de ton bienvenu à l'endroit des organisations syndicales, le nouveau gouvernement met en place des concertations sur tous les sujets. Cependant, certaines annonces qui sont présentées comme soulageant les personnels et visant à rassurer le public, ne doivent pas être les arbres qui cachent la forêt. Derrière la concertation, les orientations sont en fait déjà prises. Le social-libéralisme succède au libéralisme...

Les 43000 recrutements annoncés dans l'Éducation, ne couvrent que les départs en retraites de 2013 (22100 postes) et 2014 (21350 postes).

Beaucoup d'autres dossiers ne donneront lieu qu'à des aménagements cosmétiques comme le Livret Personnel de Compétences tandis que la mise en place de « l'école du socle », le statut de directeur d'école, la mise en concurrence des établissements, la mise sous tutelle par les collectivités territoriales (nouvelle étape de la décentralisation), la logique d'excellence sont

confortés.

Nous nous sommes battus pendant dix ans contre les suppressions de postes, pour une école qui assure l'émancipation de tous les jeunes. Nous continuerons dans cette voie dans les années à venir.

Nous voulons la titularisation immédiate de tous les précaires de la fonction publique.

Nous voulons le retour des 77000 postes d'enseignants qui ont été supprimés ces dix dernières années, un plan de développement et de transformation démocratique de l'école.

Enfin, nous sommes pour des diplômes nationaux qui assurent un cadre de défense collectif pour tous. C'est pourquoi nous sommes pour l'abrogation de la LRU dans les universités et contre les annexes individualisées aux diplômés et le livret de compétence.

... Et dans l'ensemble de la Fonction publique

Partout dans la Fonction Publique le management libéral des personnels se poursuit. La nouvelle étape de décentralisation verra la formation professionnelle et les services publics d'orientation entièrement donnés aux régions.

Nous nous sommes battus, en 2003 notamment, contre la régionalisation de l'orientation. Avant tout parce qu'elle entraîne une inégalité sur les territoires et fait dépendre l'orientation des bassins d'emplois locaux. Cette régionalisation sera un moyen de diminuer l'emploi public.

Nous l'avons vu avec la gestion des personnels territoriaux par la région Ile-de-France. Nous avons subi l'augmentation des cadences ; la diminution des personnels et une gestion manageriale de nos services au détriment du service public. Bref, nous avons eu, en Ile-de-France, un avant goût de l'austérité de gauche.

En période de crise, nous pensons qu'il y a du travail pour tous, à condition de travailler moins. C'est pourquoi nous réclamons l'embauche immédiate d'un million de fonctionnaires en France. Nous voulons une augmentation immédiate de la valeur du point d'indice pour augmenter nos salaires (net) pour revenir à minima sur la perte de 10% de notre pouvoir d'achat depuis 2000.

Nous voulons une réévaluation de la grille de manière à obtenir une augmentation de nos salaires de 300€ net et à ce qu'aucun salaire ne soit inférieur à 1700€ (net).

Un syndicalisme qui ne lâche rien et qui obtient le changement !

Sur certains dossiers comme celui de la chasse aux Roms et aux sans-papiers ou celui de la fiscalité, la politique de l'actuel gouvernement n'a rien à envier à celle du précédent. Les dispositions antisyndicales (SMA...) et liberticides (fichiers d'élèves...) de ces dernières années ne sont pas abrogés.

Dans ce contexte, notre syndicalisme ne doit pas se satisfaire de mesures en trompe-l'oeil, mais au contraire rester intransigeant sur ses revendications. Être indépendant politiquement, c'est combattre les injustices, l'austérité et le néolibéralisme quelle que soit la couleur du gouvernement qui les met en œuvre.

C'est en ce sens que l'École Émancipée agit pour que la FSU et ses syndicats alertent les collègues au plus tôt sur les dangers qui se profilent, contribuent à restaurer la confiance en l'action collective et à combattre les mesures d'austérité.

Cela passe par regrouper les collègues dans les villes et à l'échelle départementale dans des assemblées générales qui discutent des projets du gouvernement et des moyens que l'on met en œuvre pour contrer ceux qui sont rétrogrades ou dans la continuité de la politique menée ces 10 dernières années. **Nous voulons proposer un autre service public, où nos salaires et nos conditions de travail permettraient d'assurer nos services pour l'ensemble du public.**

Notre objectif est de parvenir à une mobilisation d'ampleur de l'ensemble de la fonction publique pour gagner ! Cela peut passer par une grève massive et continue, à l'image de la grande mobilisation interprofessionnelle de 1995, de la lutte de 1998 des enseignants de Seine St-Denis qui ont obtenu la création de 3000 postes, ou encore celle de 2003, en allant jusqu'au bout.

La FSU nationalement et la FSU 93 doivent prendre des initiatives dans ce sens. En bref, la FSU se doit de rassembler tous les salariés, dans un cadre fédéral, autour de mobilisations, larges et résolues, pour partir à la (re)conquête des droits sociaux et contribuer à la construction d'un monde plus juste !

Construire une FSU forte, combative et pluraliste

Pour l'ÉE, le débat d'orientation contradictoire est nécessaire et bénéfique à la démocratie syndicale et à l'efficacité des actions engagées. Des divergences nationales existent sur la mastérisation, la formation des enseignants, sur le rôle de la fédération qui ne doit pas se résumer à un cartel de syndicats de l'Éducation nationale et enfin sur la nécessaire prise d'initiative de la FSU pour une mobilisation d'ampleur ! C'est aux syndiqués de les trancher et non au cartel des dirigeants de la tendance majoritaire.

L'École Émancipée continuera à prendre toute sa part dans l'action et l'orientation de la FSU 93, et à défendre une orientation résolument combative, unitaire et fédérale.

Votez et faites voter École Émancipée EE !

École Émancipée

BEKHTARI Grégory (SNES)
BONNET Alexandre (SNUipp)
BOUDIE Céline (SNES)
BOUHADDI Fatima (SNUITAM)
BOVET Pilar (SDU-CLIAS)
BROUH Christine (SNU TEFIPôle Emploi)
CASAGRANDE Sonia (SNPES-PJJ)
COISMAN Christian (SNUipp)
CORMIER Amandine (SNES)
DANGLLOT Thomas (SNPES-PJJ)
DELVAL Marc (SNES)
DUGAS Jean (SNUipp)
FAUJOUR Catherine (SNES)
FOURRÉ Thierry (SNUipp)
GAVOIS Aurélien (SNES)
GENTNER Romain (SNES)
GIROMINI Raphaël (SNES)
KERNOA Catherine (SNUipp)
LAFRAN Anne (SNES)
MORINEAU Monique (SNUipp)
MOUSSET Nicolas (SNES)
PAVEZ Charlotte (SNUipp)
SABADO François (SNU TEFIPôle Emploi)
SAGET Muriel (SNUipp)
SERVAT Véronique (SNES)
VAN KERCHOVE Aude (SNES)
VILLE Sébastien (SNUipp)
WONGERMEZ Stéphanie (SNUipp)
ZAFARI Sophie (SNUipp)
ZURCHER Eric (SNUipp)

Emancipation

Rupture avec l'austérité et le capitalisme, avec l'attentisme syndical et le "dialogue social" !

Sarkozy parti, ses régressions doivent partir avec lui. Elles avaient été massivement combattues (retraites, masterisation, LRU)... mais les stratégies des directions syndicales n'ont pas contribué à la victoire de ces luttes.

Le nouveau pouvoir élu pour en finir avec la politique de Sarkozy veut conserver l'essentiel de ses contre-réformes et prend un cap d'austérité : suppressions de postes (hors Education, justice et police), nouvelles décentralisations, "flexi-sécurité" contre les garanties du code du Travail, affaiblissement de la Sécurité sociale. Les lois sur l'école et l'université en préparation maintiennent des mesures rejetées par les personnels. La politique xénophobe et la traque des Roms continuent. La ratification du traité européen "Merkozy" couronne cette orientation.

Contre cette continuité de la politique libérale, Émancipation propose une orientation syndicale de rupture.

Rupture avec l'austérité, de droite comme de "gauche"

L'urgence est de porter des revendications d'abandon de toutes les mesures réactionnaires de Sarkozy :

- annulation de toutes les suppressions de postes, création de tous les postes statutaires nécessaires.

- retour à la retraite à 60 (55 pour le 1er degré) ans avec 37,5 annuités et 75% du dernier salaire.

- augmentation des salaires : face à l'écroulement du pouvoir d'achat, la solidarité collective s'impose : non aux dispositifs d'individualisation (primes et indemnités qui opposent les personnels), défense d'une grille nationale indiciaire de rémunération, maintien et rattrapage du pouvoir d'achat et réduction des inégalités de salaire par des **augmentations uniformes** (300 euros pour toutEs) avec une forte hausse des bas salaires (SMIC à 1700 euros).

- défense de la Sécurité sociale financée par les cotisations sociales (non à la CSG et aux exonérations de cotisations patronales) ; prise en charge à 100% des soins.

- dans l'éducation : l'abrogation de la loi Fillon (2005) qui a donné établissements ECLAIR, "écoles du socle", Livret Personnel de Compétences", réforme des lycées... et de la loi d'orientation et de formation tout au long de la vie (2009). Dans le Supérieur, s'impose la suppression des contre-réformes (LRU, LMD, "nouvelle licence", nouveau statut des enseignantEs chercheurEs). Le droit à l'éducation implique des diplômes nationaux : **refusons leur mise en cause, notamment la casse du bac national par le raccourcissement et le "zonage" des vacances d'été.**

- abrogation de la "masterisation" acceptée par la

direction de la FSU et débouchant sur la montée de la précarité. Il faut revenir à un **recrutement à la licence suivi d'une formation en deux ans en IUFM payée par l'Etat et conférant un diplôme bac+5.**

Précarité : le capitalisme généralise la précarité comme mode de gestion des entreprises et des services publics, pour payer moins, exploiter plus et diviser les travailleurEs. La lutte contre la précarité doit donc être une priorité mobilisant les titulaires, dont les statuts sont attaqués, et les précaires : **aucun licenciement, contre le CDI et son développement, contre les "contrats d'avenir professeur", titularisation immédiate de toutEs les précaires sans condition de concours ni de nationalité, arrêt du recrutement hors statut.**

- dans la Fonction publique, suppression de la loi mobilité ainsi des dispositifs de "management" et d'individualisation ("entretiens individuels d'évaluation" créés en 2002), à l'origine d'une souffrance professionnelle croissante.

- abandon des dispositifs liberticides et de fichage de la population (Base-Elèves; SIRHEN...).

- libertés publiques : arrêt des violences policières, **fin de la répression** des mouvements sociaux (levée des sanctions et poursuites pour les militantEs), suppression des lois anti-syndicales (loi SMA dans les écoles), régularisation de toutEs les sans-papiers et arrêt de la campagne anti-Roms.

Le gouvernement utilise le "dialogue social" pour faire passer sa politique : "conférence sociale", "concertations" sur l'école, l'enseignement supérieur et la recherche... visent à faire accompagner les choix gouvernementaux. Cela n'a rien à voir avec des négociations sur les revendications des personnels. Les "emplois d'avenir professeur" aggravant la précarité et menaçant les statuts en sont le premier résultat. Faut-il continuer sous Hollande une orientation qui a mené à tant d'échecs sous Sarkozy ?

Nous proposons de rompre le "dialogue social", et de mobiliser les personnels pour gagner sur les revendications.

Mais si la lutte contre toute austérité, de "gauche" comme de "droite", est nécessaire, elle n'est pas suffisante : c'est le système capitaliste lui-même qui est en cause.

Rupture avec le capitalisme

Pour surmonter sa crise, le capitalisme généralise les politiques de démantèlement des droits sociaux et politiques, jusqu'à briser des sociétés entières (Grèce). Le syndicalisme doit oeuvrer à la rupture avec ce système, et porter une perspective d'émancipation :

- **la défense des services publics** (annulation des privatisations, refus de la décentralisation imposée par les régions). **Dans l'école, un projet émancipateur est inséparable de la construction d'une autre société** : former des esprits libres et critiques, avec des moyens (limitation des effectifs par classe), une liberté pédagogique au service des pratiques coopératives et de la construction des savoirs. Nous proposons le refus du tri social et de l'exclusion, une éducation vraiment gratuite y compris dans l'université, une éducation polyvalente et polytechnique de la maternelle à l'université, sans orientation précoce

- le contrôle de l'économie par les travailleurEs : la "dette" doit être dénoncée et non pas payée à coups de plans d'austérité ; la propriété capitaliste des moyens de production doit être mise en cause : expropriation des grands groupes industriels et banquiers, blocage des licenciements, éradication de la précarité.

- **l'internationalisme** : touTEs les travailleurEs ont les mêmes intérêts par-delà des frontières. Le mouvement syndical doit organiser la solidarité entre les peuples : pour l'annulation de la dette des pays dominés, contre le racisme et les sexismes, pour l'égalité des droits sur tous les plans. **La rupture avec l'Union Européenne, ses institutions et ses traités, à commencer par celui négocié par Sarkozy et Merkel, s'impose. Les tergiversations de la FSU sur l'appel au 30 septembre ont été de ce point de vue inacceptables.**

Laïcité : ni instrument au service de la xénophobie, ni morale de maintien de l'ordre social, la laïcité garantit la liberté de conscience et l'égalité des droits. Il faut donc défendre la loi de 1905 et abroger tous les dispositifs anti-laïques, à commencer par ceux qui financent l'enseignement privé et renforcent ainsi la concurrence scolaire. Une école émancipatrice et unifiée nécessite la nationalisation de l'enseignement privé sans indemnité ni rachat.

Pour porter cette perspective émancipatrice de rupture avec le capitalisme, le syndicalisme doit retrouver la voie des luttes et de l'indépendance.

Rupture avec le syndicalisme d'accompagnement

Le syndicalisme s'est bureaucratisé et a souvent fini par s'accommoder des régressions sociales et du capitalisme.

Ainsi la direction nationale de la FSU, co-gérée par UA et EE, a refusé de revendiquer clairement le retrait des contre-réformes et d'étendre les mobilisations dans des occasions cruciales.

Les personnels doivent **se réapproprier leurs syndicats**, pour les revitaliser :

- par l'unité dans les luttes : non pas dans des "intersyndicales" de sommet qui ont mené à l'impasse en 2009 et 2010 en refusant l'épreuve de force avec le pouvoir... mais en impulsant dès la base, à partir des secteurs mobilisés, des AG de déléguéEs mandatéEs de toutes catégories, se coordonnant à tous niveaux.

- pour l'internationalisme, par la coordination internationale des luttes, à l'inverse des pseudo confédérations "syndicales" européenne (CES) et internationale (CSI).

- en dotant la FSU de sections intercatégorielles de base.

- en portant la perspective de l'unification syndicale dans une confédération unique, organisée démocratiquement (droit de tendance, expression de toutes les sensibilités)... et non pas une fusion de sommet avec la CGT.

Il n'y a pas de victoires sans rapport de forces : cela peut passer par la construction d'une grande grève interprofessionnelle public-privé, et non pas des "journées d'action" sans lendemain. Il est de la responsabilité des syndicats - dont la FSU - d'impulser des luttes à la hauteur des enjeux, contrôlées par les personnels.

***Pour une FSU qui revendique et qui lutte,
VOTEZ ÉMANCIPATION***

Contact : ovinay@free.fr

Emancipation

BANI Douha SNES

BELIN Henri SNES

BENA Kaouthe SNES

BOISSET Jean-Jacques SNES

CHERFEDDINE Oifa SNES

CITTANOVA Denis SNES

D'HERMIES Suzanne SNES

DAVID Martine SNES

DIOT Bernadette SNES

CHIARELLI-DRAIDI Nadia SNES

ESCALIE Olivier SNES

FOURTINE Henri SNASUB

GILLET Pierre SNES

GRUPPER Catherine SNES

HODAK Jean Charles SNES

INGRILLI Francesco SNES

JACK Jean François SNASUB

JUMPERTZ Alain SNASUB

LEROU Sandrine SNES

LEVEILLE Bruno SNASUB

MARCILLET Fabian SNES

MARRIL Claude SNPES-PJJ

MOURLON Fabrice SNESUP

MUXONAT Noël SNES

N'DIAYE Moussa SNES

NOTTER Audran SNES

SLIM Mannoubi SNES

SORO Jean-François SNES

VINAY Olivier SNES

ZERROUK Linda NES

Front Unique

Le gouvernement fait voter un budget d'austérité contre les travailleurs. Il prépare une « loi de refondation de l'école » qui entérine toutes les contre-réformes Sarkozy, approfondit les attaques contre l'enseignement public et ses personnels :

**Aucun soutien au gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel !
La FSU doit dénoncer le rapport sur la « refondation de l'école »
et cesser la concertation avec le gouvernement.**

La FSU doit organiser le front uni des syndicats contre l'offensive qui se prépare !

Le rapport issu de la concertation sur la « refondation de l'école » prépare la loi d'orientation. Il insiste sur le « consensus » qui s'est dégagé au cours d'un « dialogue » de trois mois avec les directions syndicales, dont celle de la FSU.

« Consensus » sur quoi ? Consensus sur le maintien des contre-réformes Sarkozy-Fillon :

- Collège : « *ce socle commun doit être le principe de l'enseignement obligatoire pour tous* »
- Lycées Professionnels : « *La récente réforme de la voie professionnelle n'est pas mise en cause dans ses fondements* » « *Développer au sein des LP les formations en apprentissage* »
- Lycée : « *La majorité des intervenants n'a pas remis en cause la réforme en cours dans les voies générales et technologiques* »

Le rapport préconise d'aller bien au-delà. Les Conseillers d'Orientation qui avaient arraché leur maintien dans la Fonction Publique d'Etat devraient y renoncer. Là aussi il y aurait consensus : « *La concertation a inscrit sa réflexion dans le cadre du nouvel acte de la décentralisation (...) de nouveaux transferts sont préparés concernant le service d'orientation* ». Idem pour la formation professionnelle qui doit être pilotée par les régions.

Consensus toujours pour « *aller vers un allègement et une globalisation partielle et concertée des heures d'enseignement du lycée* ». En clair : diminution horaire et annualisation. Le rapport dit aussi qu'il faut « *peut-être également envisager d'allonger d'une à deux semaines la durée de l'année scolaire* » et, manifestant son impatience, « *définir enfin un véritable statut des directeurs d'école* »

Par sa participation pendant des mois à l'opération « concertation sur la refondation », la direction de la FSU et celles de ses syndicats nationaux ont apporté une caution indispensable au gouvernement qui permet à Peillon de s'en prendre à l'enseignement public et à ses personnels.

Pour les « rythmes scolaires », chacun comprend que l'intérêt des enfants mis en avant n'est qu'un prétexte pour aggraver les conditions de travail de leurs maîtres déjà terriblement dégradées par Sarkozy-Fillon.

Pour l'enseignement professionnel, pour l'orientation, le transfert aux régions accentue la casse du cadre national de l'enseignement public.

Les personnels assistent révoltés à ces nouvelles

attaques. Et ils ne peuvent que constater que la direction de la FSU et celles de ses syndicats les « négocient », c'est-à-dire sont prêtes à les accepter moyennant quelques modifications. C'est inacceptable !

Assez de ces concertations qui confortent le gouvernement ! On ne « négocie » pas les attaques, on les combat !

La direction de la FSU doit interrompre immédiatement sa coopération avec le gouvernement.

Elle doit dénoncer le rapport sur la « refondation de l'école » et refuser de co-élaborer la loi d'orientation qui doit en découler.

Prompt à satisfaire la moindre revendication patronale, le gouvernement se montre impitoyable envers les travailleurs ou les retraités. L'examen du budget 2013 ne laisse aucun doute sur la réalité de sa politique d'austérité. Pour les fonctionnaires, c'est la prolongation du gel des salaires et les suppressions massives de postes dans les ministères qualifiés de « non prioritaires ». Pour l'Education nationale qui a subi pendant des années une avalanche d'attaques, le budget 2013 prévoit une augmentation (hors pension) de 0,6%. On est loin des 2% d'inflation.

Les recrutements supplémentaires annoncés par Peillon seront des étudiants recrutés à la fin de leur 1ère année de Master. Pendant une année infernale, sous statut de contractuels, ils assureront un tiers de service d'enseignement et recevront une formation professionnelle dans les nouvelles ESPE (Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation) remplaçant les IUFM. Ils devront en outre faire leur 2ème année de Master tout en préparant en même temps leur admission au concours. Ils devront sans doute aussi trouver un autre travail car ils n'auront qu'un demi-traitement !

Pourtant les personnels de l'enseignement public ont massivement voté contre Sarkozy, pour en finir avec sa politique. Ils ont contribué de manière décisive à l'élection de Hollande et à celle d'une majorité de députés du PS et du Front de gauche. Hollande a formé un gouvernement qui veut poursuivre la même politique d'austérité contre les travailleurs. Il a fait voter le traité européen rédigé par Sarkozy et Merkel. Le budget 2013 est la première concrétisation de ce traité.

À deux reprises, au Conseil National de la FSU, le courant Front Unique a défendu la perspective d'une manifestation nationale à l'assemblée, pour exiger de la majorité PS-PCF qu'elle rejette le budget 2013 : cette proposition a été rejetée par la direction fédérale.

Le gouvernement prépare encore un **gigantesque hold-up contre la Sécurité Sociale** fondée sur le salaire différé : la suppression massive de « charges » pour le patronat... et en compensation de nouveaux prélèvements subis par les travailleurs. Loin d'être abrogée, la « TVA Sarkozy » sera ainsi transformée... et aggravée !

Mais la direction fédérale revendique sa participation au Haut Conseil sur le Financement de la Protection Sociale qui prépare ce hold-up !

Cette « lune de miel » des dirigeants syndicaux avec le gouvernement doit cesser. Pour préparer l'affrontement avec le gouvernement, pour empêcher la mise en œuvre des contre-réformes programmées, il faut pour commencer que la direction fédérale rompe le « dialogue social » qui permet au gouvernement d'avancer.

Sur cette orientation et ces objectifs, nous vous appelons à voter pour la liste Front Unique au niveau départemental et national.

Afrique du Sud : Le gouvernement a assassiné 40 mineurs en grève. Les patrons miniers ont décidé d'en licencier 12 000. Front Unique a proposé à deux reprises, au CDFN de la FSU, que la fédération organise pratiquement le soutien aux mineurs et à leurs revendications, pour l'arrêt de la répression, par une manifestation à l'ambassade d'Afrique du Sud. La direction de la FSU, écartant toute action concrète a voté contre ! Pour que la FSU organise la solidarité concrète aux mineurs en grève pour leurs droits, victimes de la sanglante répression du gouvernement sud-africain, votez Front Unique !

Front Unique

Julien Gorce, SNUIPP, école élémentaire Paul Valéry, Neuilly sur Marne

Yvon Breda, SNES, collègue Gabriel Péri, Aubervilliers

Martine Debair, SNUIPP, Pantin

Benoît Mauro, SNES, collègue Jean Jaurès, Montreuil

Luca Bossé, SNES, collègue Gabriel Péri, Aubervilliers

« UNITÉ, REVENDICATIONS, INDÉPENDANCE SYNDICALE »

DÉCENTRALISATION, RYTHMES SCOLAIRES, ÉCOLE DU SOCLE.... DEUX ORIENTATIONS CONTRADICTOIRES EXISTENT DANS LA FSU IL FAUT CHOISIR

La rentrée 2012 dans le 93 a été la pire rentrée depuis 1998. Par la grève massive du 11 octobre, les enseignants du premier degré ont exigé avec leurs syndicats le recrutement d'enseignants fonctionnaires stagiaires pour occuper les postes vacants. Il reste encore des dizaines de classe sans enseignants... et 120 contractuels ont été embauchés.

Cette rentrée se fait dans le cadre du maintien des « réformes » du gouvernement précédent et de 9/10 des suppressions de postes prévues.

Le rapport issu de la concertation sur la refondation de l'école a été rendu public.

Quelle attitude doit adopter notre fédération dans une telle situation ?

François Hollande s'est exprimé sur l'école : « Je suis favorable au retour d'une semaine de neuf demi-journées », avec « allègement de la journée et mise en place d'un temps éducatif complémentaire », « L'État ne peut pas agir seul, les collectivités territoriales y seront associées dans le cadre de projets éducatifs territoriaux » ; « Sera mis en place le service public territorialisé de l'orientation » .

Ce qui apparaît comme le centre de la réforme de Peillon, c'est le projet de faire sortir de nouveaux personnels de l'Education Nationale, de leur statut de fonctionnaires de l'Etat et de transférer aux collectivités territoriales de nouvelles missions : orientation, enseignement professionnel, rythmes scolaires, en lien avec l'acte III de la décentralisation. C'est un élément de dislocation de l'école républicaine avec les projets éducatifs locaux dans le premier degré.

Dans ce contexte, on ne peut que se féliciter que, après les interventions de responsables des syndicats nationaux de la FSU, la FSU, lors du Conseil Délibératif Fédéral National (CDFN) de la FSU des 16 et 17 octobre, prenne nettement position pour dire notamment :

- La FSU demande un plan de développement des formations professionnelles sous statut scolaire des enseignements professionnels et agricoles. De même le service public d'orientation ne doit pas être remis en cause ni les missions de ses personnels. A cet égard, les annonces faites le 16 octobre par le Ministre sont inacceptables.(...)En matière d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation, la FSU reste opposée à tout nouveau transfert de compétences entre l'Etat et les régions.

- Rythmes scolaires (...) : Il ne s'agit pas non plus de faire glisser sur le temps périscolaire des enseignements qui doivent rester des domaines d'enseignement ou des disciplines scolaires (ensei-

gnements artistiques, EPS, ...). Il ne s'agit pas non plus de créer de nouvelles inégalités en matière d'offre éducative en faisant porter son coût sur les collectivités, ou sur les parents.

Nous nous félicitons de cette prise de position que nous avons votée.

Mais deux orientations s'opposent dans la FSU

Ainsi, la direction du SNUipp se félicitait le 9 octobre que « certaines (de ses propositions et revendications) ont été reprises par le président de la république », et, le 15 octobre, titrait le journal syndical : « Ecole primaire : le président s'engage ».

Mais le communiqué du SNUIPP du 25 octobre demande que : « Tous les enfants doivent terminer leur journée de classe aux alentours de 15 H 30. ... Tout cela suppose un engagement fort de l'État et des collectivités locales. » Pas un mot sur le travail le mercredi matin et les frais supplémentaires de garde d'enfant et de transport que cela impose ! Pas un mot sur l'aggravation de l'annualisation de nos obligations de service (4h x 36 semaines, soient 144 h) qui en découlerait ! D'autre part, « demander un engagement plus fort des collectivités locales », c'est accepter que les collectivités locales puissent décider, dans le cadre des projets éducatifs locaux (PEL) institutionnalisés par la loi, de la répartition de nos horaires de travail, de l'utilisation de nos obligations de service annualisées, de l'imbrication du scolaire et du périscolaire.

Comment est-ce possible ?

IL FAUT AU CONTRAIRE COMBATTRE POUR LE MAINTIEN DU CARACTERE NATIONAL DE L'ECOLE ET DE NOTRE STATUT.

Et comment se fait-il que la direction du SNUipp fasse silence sur le projet d' « Ecole du socle » que « le ministre semble vouloir réintroduire par le biais d'une expérimentation inscrite dans la loi » (communiqué du SNES du 24 octobre) ? Pourtant, « ce projet vise, en fait, à fusionner le premier degré et le collège. (...) Ces expérimentations, moins laboratoires d'évolutions du système éducatif que tentatives de généralisation par le local, conduiraient même à remettre en cause la structuration disciplinaire du second degré et le statut des enseignants en imposant à certains professeurs en collège de devoir enseigner dans le premier degré et réciproquement » (Idem).

On ne peut que se féliciter que le SNES envisage le recours à l'action de grève .

Chercher à concilier des positions contradictoires, c'est rendre inaudible la voix de la FSU et se vouer à l'impuissance. Il n'y a qu'une orientation possible, celle qui consiste à défendre bec et ongles les statuts, les revendications, les conditions de travail des personnels.

Seule une orientation d'indépendance à l'égard du gouvernement et de défense des revendications peut unifier tous les syndicats et tous les personnels de la FSU.

Il est indispensable que la FSU ait une position claire sur toutes les menaces qui se profilent. La FSU doit donc demander que les préconisations du rapport soient retirées.

C'est possible. Notons que le gouvernement a dû reporter en janvier le texte de loi portant sur l'acte III de la décentralisation et que le projet de loi sur la refondation de l'école n'est toujours pas paru.

Le vote dans le cadre des « tendances » aux élections de novembre peut-il permettre de sortir de cette situation de confusion ?

Les partisans des deux orientations contradictoires ne se retrouvent-ils pas dans le même courant de pensée UNITE ET ACTION (UA), qui regroupe les directions des deux principaux syndicats de la FSU, le SNES et le SNUipp ?

Nous ne nous considérons pas comme une liste de « tendance » et nous participons dans différents syndicats ou sections syndicales, dont le SNES Côte d'Or, à des listes unitaires rassemblant des militants de toutes sensibilités.

Notre but est de parvenir à des prises de positions positives de tout le syndicat, comme cela a été le cas dans le combat pour l'abrogation du décret sur l'évaluation des enseignants.

- **Arrêt de la RGPP dans toute la Fonction Publique et des suppressions de postes**
- **Abandon du socle commun**, de l'école du socle et abrogation du LPC
- **Abrogation des « réformes »** : dispositif Eclair, « réforme » du lycée, formation des maîtres, et dans le supérieur : LRU, ANR, IDEX ..., abandon des « emplois d'avenir – professeurs », qui sont une nouvelle forme de précarité
- **Arrêt de l'austérité**, fin du gel et augmentation des salaires, abrogation du jour de carence, non à l'augmentation de la CSG, défense de la sécurité sociale
- **Défense et maintien des statuts nationaux de toutes les catégories de personnels**, et maintien de toutes les catégories de personnels dans la Fonction Publique d'Etat, réemploi des précaires et plan de titularisation des contractuels
- **Refus de toute nouvelle vague de décentralisation, non à la régionalisation de l'orientation et de l'enseignement professionnel**
- **Réforme des rythmes scolaires : pas d'augmentation du temps de travail ni de réduction des vacances scolaires, pas d'intervention des collectivités territoriales**
- **Défense du caractère national de l'Education, défense de l'école laïque, fonds publics à la seule école publique.**

Cette liste est constituée à l'initiative des militants élus en 2009 sur la liste Pour la Reconquête d'un Syndicalisme Indépendant (PRSI)

Pour tout contact : Martine Bodin (bodin.clesse@wanadoo.fr), Michel Lefebvre(michel.lefebvre11@free.fr)

URIS

- Martine BODIN, professeur certifiée lycée Albert Schweitzer Le Raincy

- Michel LEFEBVRE, professeur certifié retraité

- Laurent ROUX, professeur certifié collègue Jean-Pierre Timbaud Bobigny

- Line ESKENAZI, professeur certifiée retraitée

- Emma GREINER, CPE collègue Jean-Pierre Timbaud Bobigny

- Thomas HELLAL, CPE collègue Gustave Courbet Pierrefitte



BULLETIN DE VOTE POUR LA FSU
Scrutin du 8 au 29 novembre 2012



VOTE n°1 : Orientation fédérale nationale (suppl "POUR" n°163 / octobre - 2012)

Cochez la liste de votre choix d'un trait apparent

- Liste Unité et Action et sans tendance
- Liste à l'initiative de l'École Émancipée
- Liste Émancipation
- Liste Unité, Revendications, Indépendance Syndicale
- Liste Front Unique

VOTES n°2 : Rapport d'activité fédérale national (suppl. "POUR" n°163 / octobre - 2012)

Entourez votre choix d'un trait apparent

POUR	CONTRE	ABSTENTION	REFUS DE VOTE
-------------	---------------	-------------------	----------------------

Le rapport d'activité comporte 2 fenêtres qui correspondent à des points qui font débat. Chaque syndiqué(e) est invité(e) à indiquer l'appréciation dans laquelle il (elle) se reconnaît le mieux.

Pour les 2 votes ci-dessous, entourez la rédaction de votre choix d'un trait bien apparent

Fenêtre « **protocole d'accord précarité** » (page 6)

A	B
---	---

Fenêtre « **élections professionnelles** » (page 12)

A	B
---	---

BULLETIN DE VOTE POUR LA FSU 93 - VOTE DEPARTEMENTAL
8 - 29 novembre 2012

VOTE n°1 : Orientation fédérale départementale

Entourez d'un trait apparent la liste de votre choix

- Liste Unité et Action et sans tendances
- Liste École Émancipée
- Liste Unité, Revendications, Indépendance Syndicale
- Liste Émancipation
- Liste Front Unique

VOTE n°2 : Rapport d'activité fédérale départemental

Entourez votre choix d'un trait apparent

POUR	CONTRE	ABSTENTION	REFUS DE VOTE
------	--------	------------	---------------